

RÉSULTATS Canada

Le pouvoir d'en finir avec la pauvreté

Mémoire présenté dans le cadre des consultations prébudgétaires

16 février 2016

Résumé

RÉSULTATS Canada est un mouvement mondial de citoyens passionnés, engagés à faire entendre leurs voix pour un monde sans pauvreté extrême. Depuis près de 30 ans, nos bénévoles tirent parti du pouvoir énorme de la défense des intérêts en entamant un dialogue avec leurs députés et leurs concitoyens électeurs des quatre coins du Canada.

Le programme avec lequel le nouveau gouvernement du Canada s'est fait élire renfermait des objectifs ambitieux à l'égard des contributions du Canada au développement international, et nous félicitons le gouvernement du Canada de manifester clairement son intention d'approfondir les liens qui unissent notre pays avec le reste du monde en accordant une priorité renouvelée à l'engagement international.

Comme vous devez maintenant préparer le rapport de votre première consultation prébudgétaire, nous vous enjoignons à demander au gouvernement du Canada d'étayer les intentions qu'il a formulées en leur affectant les ressources requises et en faisant preuve de l'ambition nécessaire pour accomplir le travail, car bien que la communauté internationale ait fait d'énormes progrès pour éliminer l'extrême pauvreté, d'importants défis demeurent.

- Nous avons réduit de moitié la mortalité infantile depuis le début du siècle, mais 16 000 enfants de moins de cinq ans meurent encore chaque jour. Plus de la moitié de ces décès sont évitables – dont 45 % ayant pour seule cause la malnutrition¹.
- Nous avons réduit de moitié la mortalité infantile, mais 800 femmes meurent encore chaque jour d'affections liées à la grossesse. La plupart de ces décès sont tout à fait évitables².

¹ Organisation mondiale de la santé, 2015, *Enfants : réduire la mortalité*, Genève (Suisse).

² Organisation mondiale de la santé, 2015, *Mortalité maternelle*, Genève (Suisse).

- La tuberculose (TB) est devenue la maladie infectieuse la plus meurtrière au monde, dépassant le VIH/sida avec plus de 4 000 décès par jour³.

À cette fin, nous vous enjoignons à établir les priorités ci-dessous dans le budget de 2016 :

- 1) lutter contre les maladies infectieuses;**
- 2) augmenter l'aide publique au développement octroyée par le Canada;**
- 3) intensifier le leadership du Canada en matière de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants;**
- 4) améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition;**
- 5) assurer l'accès à une éducation inclusive et équitable.**

Lutter contre les maladies infectieuses

Le monde a fait d'énormes progrès pour éliminer une partie des symptômes de la pauvreté extrême, mais nous sommes encore aux prises avec une épidémie de maladies évitables liées à la pauvreté. Par exemple, la tuberculose et la polio sont deux maladies perpétuées par la pauvreté parce qu'elles se propagent souvent chez les gens qui vivent à l'étroit et dans des conditions insalubres en raison de l'absence de systèmes d'approvisionnement en eau potable et de traitement des eaux usées. Si ces maladies sont traitables, l'accès au traitement est un obstacle pour bon nombre des plus vulnérables de la planète.

Le Fonds mondial

Le soutien que le Canada accorde à des institutions comme le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est notre meilleur moyen de défense contre les maladies exacerbées par la pauvreté. D'ici la fin de l'année, et depuis les premiers décaissements faits en 2002, les programmes financés par le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme auront permis de sauver 22 millions de vies et le temps est venu de le reconstituer. Une reconstitution complète du financement en 2017-2019 fera passer ce total à 30 à 32 millions de vies sauvées d'ici 2020⁴.

L'analyse de rentabilisation pour l'investissement dans le Fonds mondial est claire, et les 13 milliards de dollars (US) requis de la part des pays donateurs engendreront des gains économiques nets de quelque 290 milliards de dollars (US) grâce à l'amélioration

³ Organisation mondiale de la santé, 2015, *Tuberculose*, Genève (Suisse).

⁴ Le Fonds mondial. 2015. *The Right Side of the Tipping Point for AIDS, Tuberculosis and Malaria*. Tokyo (Japon).

de l'état de santé et à la création d'une société plus productive, y compris en raison des économies que feraient les ménages et des contributions économiques des bénéficiaires d'un traitement salvateur⁵. Les contributions au Fonds mondial ont un effet de catalyseur : elles débloquent un financement supplémentaire provenant des gouvernements des pays bénéficiaires. Pour chaque tranche de 100 millions de dollars (US) que le Canada verse, nous générons 300 millions de dollars de plus provenant des gouvernements nationaux. Nous sauvons aussi 60 000 vies, nous évitons jusqu'à 2,3 millions de nouvelles infections et nous créons 2,2 milliards de dollars (US) de gains économiques à long terme⁶.

Depuis 2002, le Canada a versé plus de 2,1 milliards de dollars au Fonds mondial – la plus grande contribution du Canada à une institution sanitaire internationale⁷. Notre dernier engagement financier remonte à 2013 et s'élevait à 650 millions de dollars (CAN)⁸. En 2016, le Canada sera appelé de nouveau à annoncer sa contribution. Nous espérons pouvoir travailler avec vous pour donner au Canada un rôle de chef de file dans la lutte mondiale contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

L'Initiative mondiale pour l'éradication de la polio

Le monde est sur le point d'éradiquer la polio, mais des modèles donnent à penser que le défaut d'y parvenir pourrait donner lieu à une résurgence de la maladie, causant jusqu'à 200 000 cas de paralysie par an en dix ans⁹. Le traitement des personnes touchées coûterait beaucoup plus que l'éradication et les coûts humains de la maladie seraient incommensurables. À l'inverse, l'éradication de la polio libérerait des ressources limitées qui pourraient être réinvesties dans d'autres efforts mondiaux pour mettre fin à la pauvreté extrême. Selon des estimations, l'éradication de la polio pourrait générer des gains économiques nets pouvant atteindre 45 milliards de dollars (US) à l'échelon mondial sur les 30 prochaines années¹⁰.

Activités canadiennes de recherche et développement

La recherche sur les maladies liées à la pauvreté est cruellement sous-financée et il y a des lacunes substantielles dans le modèle d'innovation à l'égard des médicaments et des vaccins nouveaux. Les chercheurs canadiens et le gouvernement fédéral ont un rôle important à jouer pour relever ces défis. À cette fin, nous vous enjoignons à travailler avec le ministre de la Science afin d'élaborer une stratégie entièrement financée pour promouvoir et renforcer la R-D canadienne, sur le continuum allant de la

⁵ *Ibid.*

⁶ *Ibid.*

⁷ Affaires mondiales Canada. 2015. *Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme*. Ottawa (ON),

http://www.international.gc.ca/development-developpement/partners-partenaires/key_partners-partenaire_s_cles/gfatm-fmstp.aspx?lang=fra

⁸ *Ibid.*

⁹ Initiative mondiale pour l'éradication de la polio. 2014. *Economic Case for Eradicating Polio*. Genève (Suisse).

¹⁰ *Ibid.*

recherche fondamentale à l'autorisation de mise en marché, en passant par les essais cliniques, à l'égard des maladies liées à la pauvreté.

Augmenter l'aide publique au développement du Canada

Il y a près de cinquante ans, le premier ministre de l'époque, Lester B. Pearson, avait été à l'origine de l'engagement des pays riches à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut (RNB) à l'aide publique au développement (APD). Ce flambeau a été repris par les premiers ministres canadiens subséquents, sans que la cible ne soit jamais atteinte. De fait, sous le gouvernement précédent, les dépenses globales d'APD du Canada ont chuté à seulement 0,24 % du RNB, son plus bas niveau depuis 2001¹¹. Par comparaison, le Royaume-Uni s'est récemment engagé, par voie législative, à atteindre la cible de 0,7 %, en pleine récession, une mesure qui lui a valu la reconnaissance et les éloges de la communauté internationale. Nous exhortons le gouvernement du Canada à saisir l'occasion qu'offre le budget de 2016 pour établir un échéancier détaillé afin de réaliser cet objectif.

Si l'aide canadienne au développement international continue de diminuer, notre pays ne pourra simplement pas réagir convenablement aux défis complexes auxquels le monde est actuellement confronté. Par ailleurs, un engagement renouvelé à exercer un leadership en matière de développement international sera nécessaire pour favoriser les partenariats mondiaux concertés qui permettront au Canada de réaliser ses objectifs stratégiques, notamment l'obtention d'un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

Voilà pourquoi nous ne devons pas laisser tomber les plus pauvres du monde, même à une époque où nous sommes aux prises avec des difficultés économiques chez nous. Vu les lacunes actuelles, il est essentiel que cette augmentation commence sur-le-champ. Une augmentation nette de l'enveloppe destinée à l'aide au développement dans ce budget est essentielle afin de renverser, au minimum, les compressions imposées sous l'ancien gouvernement. Cela ramènerait l'APD au niveau pré-2006, soit à 0,34 %¹².

En évoquant la cible de 0,7 % à une récente conférence de presse commune avec le premier ministre Trudeau, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, a dit que « le Canada est un pays du G7, un membre du G20, un pays très important et aussi un pays riche, très bien nanti. Je crois que le Canada a la capacité et les ressources. Je sais que le premier ministre peut avoir des priorités bien différentes, mais je suis sûr que le premier ministre Trudeau et son gouvernement accorderont une plus grande importance à cette question [TRADUCTION] ». De fait, si le Canada veut réaliser les objectifs de développement durable des Nations Unies, ce que nous nous sommes engagés à faire d'ici 2030, nous ne pouvons pas attendre 15 ans pour atteindre la cible de 0,7 %. Nous exhortons le gouvernement à saisir l'occasion qu'offre le budget de

¹¹ Organisation de coopération et de développement économiques. 2016. *Aide publique au développement (APD)*. Paris (France), <https://data.oecd.org/fr/oda/apd-nette.htm>

¹² *Ibid.*

2016 pour établir un échéancier chiffré afin d'atteindre la cible de 0,7 % d'ici 2020 d'une façon responsable, vu les contraintes financières actuelles.

Intensifier le leadership du Canada en matière de santé des mères, des nouveau-nés et des enfants

Comme le premier ministre Trudeau l'a souligné au cours de la récente campagne électorale, il faut féliciter l'ancien gouvernement du Canada d'avoir fait de la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants (SMNE) une priorité mondiale. L'importance qu'il a accordée à ce domaine sous-financé et insuffisamment prioritaire était largement bienvenue. Cependant, ce travail utile est loin d'être terminé et nous vous exhortons à continuer de faire de la SMNE une priorité.

Un engagement financier à l'égard de la SMNE, en particulier de la santé sexuelle et génésique et des droits qui s'y rattachent, constituerait un symbole clair de l'orientation de votre gouvernement dans ce dossier. Il serait compatible avec l'orientation donnée par le premier ministre au sujet de l'égalité des sexes et de la promotion au Canada de la santé sexuelle et génésique et des droits qui s'y rattachent.

Votre gouvernement s'est engagé à faire en sorte que la priorité que le Canada accorde à la SMNE soit fondée sur des données probantes et des résultats et vise à combler les lacunes en matière de droits liés à la procréation et à la santé des femmes. Nous nous réjouissons de cet engagement et nous vous encourageons à reconnaître que la nutrition, l'éducation, l'eau et l'hygiène, de même que la santé sexuelle et génésique générale, seront des éléments clés pour améliorer la santé des femmes et des enfants.

Améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition

Près de 795 millions de personnes dans le monde entier ont trop peu à manger ou sont mal nourries, dont la grande majorité vit dans des pays en développement où 12,9 % de la population est mal nourrie¹³. Étant l'un des plus importants bailleurs de fonds au monde pour des programmes de nutrition de base, le Canada a été un chef de file mondial de l'appui à des programmes de nutrition essentiels qui réduisent la mortalité infantile et stimulent la croissance économique. Il coûte beaucoup plus de sauver la vie d'un enfant mal nourri que de prendre des mesures de prévention, car le principal coût de la malnutrition tient aux conséquences financières de l'avenir compromis de l'enfant. La malnutrition peut causer une insuffisance pondérale (petite taille pour l'âge), perturber le fonctionnement cognitif, affaiblir le système immunitaire et entraîner d'importantes diminutions de la capacité de gain future, perpétuant irrémédiablement le cycle de la pauvreté pour encore une autre génération.

Par contre, des avantages à court et à long terme remarquables découlent de la priorité accordée aux dépenses en matière de nutrition. L'investissement dans la nutrition peut augmenter la croissance économique par le biais de la création d'emplois, de la

¹³ Programme alimentaire mondial. 2016. *Faim : Faits et chiffres*. Rome (Italie), <http://fr.wfp.org/faim/faits-et-chiffres>

productivité accrue et d'économies de ressources. De fait, les enfants ayant accès à une nutrition convenable réussissent mieux à l'école et, adultes, gagnent 20 % de plus sur le marché du travail et ont 10 % plus de chances de posséder leur entreprise¹⁴.

En outre, le Consensus de Copenhague de 2012 a révélé que des interventions visant explicitement la nutrition produisent certains des meilleurs rendements de l'investissement parmi toutes les interventions de développement. Les interventions visant la nutrition offrent un rapport avantage/coût de 16 à 1 et pourraient réduire du tiers l'insuffisance pondérale et du quart la mortalité infantile sur la planète¹⁵.

Avant le prochain Sommet de Rio sur la nutrition pour la croissance, organisé par le gouvernement du Brésil à la veille des Jeux olympiques d'été de 2016, le Canada doit prendre un engagement concret à l'égard de la malnutrition. Cet événement très médiatisé est une occasion de montrer le leadership du Canada et d'inciter d'autres bailleurs de fonds à agir.

Éducation inclusive et équitable

Malgré les progrès solides accomplis au cours des 15 dernières années, plus de 125 millions d'enfants et d'adolescents ne fréquentent pas l'école, en majorité des filles¹⁶. L'éducation n'est pas seulement un droit fondamental de la personne, elle a un effet extrêmement positif sur le revenu des particuliers et la croissance économique des pays. Une année de scolarité de plus augmente les gains personnels de plus de 10 %, tandis que chaque année de scolarisation supplémentaire augmente le taux de croissance moyen du produit intérieur brut (PIB) de 0,37 %¹⁷.

L'éducation s'accompagne aussi d'avantages profonds qui ne sont pas seulement de nature économique : les filles qui continuent de fréquenter l'école après la 7^e année ont plus de chances de se marier à un âge plus avancé, moins de risques de mourir pendant la grossesse ou l'accouchement, plus de chances d'avoir des enfants en meilleure santé et d'envoyer leurs enfants à l'école¹⁸. Si les avantages sociétaux et économiques de l'éducation sont si clairs, pourquoi l'éducation est-elle toujours sous-financée? L'aide canadienne à l'éducation a chuté à 7,8 % en 2014, en baisse par rapport à un sommet de 12,2 % en 2010¹⁹. À l'échelle mondiale, on estime à 39 milliards de dollars (US) le déficit de financement pour l'éducation²⁰.

¹⁴ RESULTS United Kingdom. 2014. *Improving Child Nutrition: An investment in the future*. Londres (R.-U.).

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ Institut de statistique de l'UNESCO. 2015. *Fixing the Broken Promise of Education for All: Findings from the Global Initiative on Out-of-School Children*. Montréal (Qc).

¹⁷ Partenariat mondial pour l'éducation, 2015. *The Benefits of Education*, Washington (D.C.).

¹⁸ Women Deliver. 2015. *Invest in Girls' Education*, New York (NY).

¹⁹ Campagne mondiale pour l'éducation. 2015. *Education Aid Watch*, Johannesburg (Afrique du Sud).

²⁰ UNESCO, 2015. *Rapport mondial de suivi sur l'éducation*, Paris (France).

Conclusion

Nous vous remercions de nous donner l'occasion de participer au processus de consultation prébudgétaire de 2016. Nous serions heureux d'avoir la chance de présenter nos recommandations dans le cadre des audiences prébudgétaires du Comité permanent des finances.